

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 236
VENDREDI 28 JUILLET 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

Notre réponse à Staline

(Voir page 3)

Du scandale de la Cour des Comptes à « l'Union sacrée »

A PRES un an et demi d'étude la Cour des Comptes a déposé ses conclusions où l'on relève les têtes de chapitres suivantes : irrégularités concernant l'emploi des crédits, infraction au principe de l'autorisation préalable, procédures irrégulières communes à tous les ministères. Ensuite l'activité de ces messieurs est minutieusement épluchée tout au long d'un imposant « Officiel » paru le 30 juin et dont nous avons étudié les quelques 145 pages. Cette lecture est des plus édifiantes. Nous savons que nos « honorables » avaient dilapidé en deux ans, quelque mille milliards en châteaux, bijoux, voyages et autres lampadaires chinois, qu'ils avaient mis le Garde-Meuble National en coupe réglée. Pourtant une discrétion bien compréhensible entoure le calme travail de la Cour des Comptes. On s'efforce de tous côtés, aussi bien dans la presse que dans les milieux intéressés, d'observer un prudent silence au sujet des agissements des « camarades de la IV^e » qui tous ont trempé à qui mieux mieux dans la plus monumentale des escroqueries. Le P.C.F. toujours si prompt à saisir des occasions d'effacement se fait.

En sa qualité de troisième larron du défilé tripartite, il s'est, à l'époque, largement compromis à cause de Tilton, Croizat et consort qui se partageaient le butin avec les Teitgen, de Gaulle, Ramadier, Pineau et Cie. A l'autre extrémité même silence. Au centre, idem. Les hommes de la IV^e sont tous complices. Et ce scandale ira rejoindre dans les oubliettes du Palais-Bourbon celui des généraux et tous ceux qui l'ont précédé.

En ce jour où la menace de guerre se fait de plus en plus lourde, Aurélien vient de lancer un appel à l'union et nous convie aux plus durs sacrifices pour maintenir la paix. Du moins il nous l'affirme. Mais quoi, l'union autour de ce gouvernement, autour des piliers du Palais-Bourbon ? L'union autour de ces généraux précarisés, l'union pour défendre la France des mercantis, du minimum vital, de la liberté tréfilée, de la ploutocratie ? La comédie a trop duré. Tout homme digne de ce nom sait bien ce qu'il lui reste à faire. La France c'est la forêt de Bondy, le français, une étiquette valable pour l'industriel riche et pour le pauvre hère qui trime afin de ne pas mourir de faim. Et ce n'est sûrement pas en décrétant « l'union sacrée » entre l'escarpe et la victime qu'on pourra sauver la liberté et la paix. Mais l'union de toutes les victimes dressées contre les escarpes pourra supprimer la forêt de Bondy et faire triompher la vraie liberté et la vraie paix.

Avec le sourire...

M. Henri Fresnay, citurant le Congrès National du mouvement « Fédération », a déclaré :

« Il n'y a dans le monde qu'une seule puissance d'agression : l'U.R.S.S. Le monde libre ne peut compter que sur une seule protection : celle de la bombe atomique... »

Hélène M. Hamon Balwin, rédactrice militaire du « New York Times », s'empresse de calmer les « ardeurs pacifistes » de M. H. Fresnay, car écrit-il :

« ...Nous avons peu de bombes atomiques, tellement peu que même si leur emploi était justifié on devrait étudier le plus soigneusement possible l'importance stratégique des objectifs que l'on se propose d'atteindre. Autrement dit, nous n'avons pas assez de bombes atomiques pour bombarder même les objectifs les plus importants qui se trouvent en U.R.S.S., et encore moins ailleurs dans le monde. »

Voilà une déclaration qui va jeter l'épouvante dans le cœur de tous les hommes sincèrement attachés à la paix et à la liberté. Notre seule chance de protection, qui fit ses preuves à Hiroshima et plus de 200-000 victimes ainsi que l'affirme le maire de cette ville, notre seule chance de protection, disons-nous est donc illusoire ! Espérons tout de même que nos « protecteurs », les Truman, Staline et Cie, secondés par leurs propagandistes généraux, Fresnay, Thorez et consorts, vont se mettre d'accord à l'ouvrage, afin de sortir quelque merveilleux engin capable de faire sauter la Terre. Afin de nous assurer la paix !

Que veut Staline ? Que peut Truman ?

AVEC LA MOBILISATION INDUSTRIELLE AMÉRICAINE
LA LUTTE POUR L'HÉGÉMONIE MONDIALE A COMMENCÉ

LE 26 juin 1950, la guerre éclate en Corée. Vingt-six jours après, le 21 juillet, Truman lance son message qui se termine par cette phrase : « Nous combattons pour la liberté et pour la paix et Dieu aidant nous atteindrons notre but ». L'ère de guerre froide est terminée. La machine américaine a pris son élan, personne au monde ne peut savoir où elle s'arrêtera. Maintenant nous sommes déjà à mi-chemin entre une paix chargée de menaces, point de départ, et l'embrasement universel, point d'arrivée. Il n'a fallu que trois semaines pour précipiter la course d'événements dont les sources se découvrent dans l'irréductible volonté d'hégémonie mondiale des deux blocs affrontés.

On ne peut plus aujourd'hui nourrir la moindre illusion quant à un apaisement prolongé de la tension internationale. La surcharge est trop considérable, elle ravage le « Pays du matin calme », demain elle trouvera peut-être d'autres points pour se détendre dans les dévastations.

Après les tentatives d'arbitrages avortées de l'Angleterre et du pandit Nehru, après la réponse de Staline, une dangereuse rigidité s'observe de part et d'autre. C'est en vain que l'on cherche quelles pourraient être les voies menant sinon à la paix du moins à une trêve de quelques années. Notre avenir immédiat est en jeu. Les propositions de Staline, c'était à prévoir, n'ont même pas retenu l'attention de la Maison Blanche. Lancée dans une compétition dont l'enjeu, que l'on voudrait encore lointain, est de triompher non pas tant en Corée mais de triompher de l'U.R.S.S., l'Amérique ne peut accepter l'entrée de Mao à l'O.N.U. et le retour du Kremlin dans cet organisme.

Ces deux puissances, grâce au droit de veto, pourraient s'opposer à toute solution concernant la Corée qui ne leur conviendrait pas. D'autre part une action de Staline en Yougoslavie, par le truchement de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, contraindrait l'Amérique à intervenir envers et contre les décisions du Conseil de Sécurité paralysé par le veto. Et les U.S.A. se verraient immédiatement accusés de contrevioler aux décisions de l'O.N.U. qui ne pourraient plus qu'être conformes aux intérêts du bloc oriental. Notons encore que la proposition d'entendre un « représentant » du peuple coréen témoigne de la part de Moscou, d'une volonté de rester dans une imprécision excluant toute possibilité de négociations. Et l'activité des chancelleries anglaise et indienne n'a pu empêcher la mise sur pied de guerre de l'économie américaine ni atténuer les menaces qui se lèvent sur Berlin, aux frontières yougoslaves et en Iran.

Que veut Staline ?

Toute la situation dépend d'une seule question : le conflit pourra-t-il être localisé ? Les efforts diplomatiques tendent vers ce but. En mettant les choses au mieux supposons que cela

réussisse. Mais alors une seconde question se pose : Staline se serait-il lancé dans une telle aventure pour si peu ? S'il gagne la partie, si les Américains sont rejetés à la mer, la Corée du Sud, base stratégique importante pour un adversaire éventuel du Japon, sera à lui. Mais il aura quand même essuyé un échec considérable : l'effort de réarmement sans précédent (en temps de paix) des U.S.A. Or il n'est pas du tout acquis que les troupes yankees marchent vers la défaite encore que les apparences le donnent à penser. Et en admettant cette éventualité, la guerre ne serait pas pour autant terminée, on peut augurer de perpétuels bombardements rendraient impossible l'exploitation de la victoire par l'établissement d'une base fortifiée.

Maintenant, et à cause de Staline, le temps travaille, avec la rapidité que l'on sait, pour les U.S.A., la marge de supériorité de l'U.R.S.S. va diminuer de jour en jour.

Est-il possible que le Politburo n'ait envisagé une telle éventualité ? Cela paraît invraisemblable.

L'ENNEMI DE LA PAIX numéro 1

IL est des faits qui parlent si clairement que l'on hésite à les commenter.

Telle est l'aventure du plan Schuman.

Essai bien timide pourtant que ce plan, et qui n'avait d'autre ambition que d'unifier les industries charbonnières de quelques pays directement intéressés. Mais il n'en fallut pas plus pour annoncer que l'Union Européenne entrerait dans la voie des réalisations !

Or, au risque d'étonner nombre de lecteurs, oserai-je dire qu'à la base du plan Schuman se trouve — à défaut de véritable idéalisme — une part de sincérité. Sincérité à base de compréhension et de compréhension à la portée d'un collégien de 14 ans.

Que le bassin charbonnier et industriel, Lorraine, Borinage, Liège, Limbourg, Ruhr et Sarre devrait constituer un ensemble coordonné et qu'il est proprement absurde que cette coordination soit paralysée par les barrières de cinq ou six frontières, voilà, en effet, qui n'est pas malaisé à comprendre.

On insinue, il est vrai, que comme bien des choses de nos jours, l'idée première de ce « pool » est d'inspiration U.S.A. Que MM. Truman, Acheson et Cie soient capables du pire machiavélisme, c'est fort possible, mais lorsqu'ils condamnent un système politico-économique qui interdit de transporter du charbon dans un rayon de 200 kilomètres sans se heurter à des douanes et à des difficultés de licences, contingentement, autorisation de change, etc., etc., cela prouve simplement que ces messieurs ne sont pas totalement idiots. Au surplus, vivant dans un pays dont l'espace économique va de San Francisco à New-York et de la frontière du Mexique à celle du Canada, il est compréhensible que le réseau frontalier de certaines régions d'Europe leur semble aussi absurde que le système de l'octroi dont se souviennent les Français d'âge mûr.

Or, voilà qu'à cette proposition Schuman apparemment si raisonnable, le gouvernement socialiste français répond brutalement : Non ! Mais le plus étonnant de cette réponse, c'est qu'elle suscite tant d'étonnement ! Attendu que ledit projet comportait cette chose énorme : l'abandon préalable d'une part de souveraineté nationale. Et qui a jamais cru que, dans l'état actuel des choses, un gouvernement adhérerait sincèrement à un tel principe ? Qui a jamais pris au sérieux un projet qui signifie qu'un Etat renoncera à bénéficier à ses droits sur ses richesses économiques essentielles ?

La vérité, c'est que, pour des raisons de prestige politique, pour complaire aux Américains par un projet

On a émis l'hypothèse selon laquelle Staline cherche à user son adversaire au moyen de combats mineurs en Corée, en Indochine, plus tard à Formose, en Yougoslavie et nous ajoutons : avant de lui porter le coup de grâce.

par ERIC-ALBERT

C'est possible. Encore est-on en droit de se demander si l'industrie américaine, dans un délai plus ou moins long, n'est pas capable de faire face à ces combats. Et d'autant plus qu'ils se limitent-forcément aux points que nous venons d'indiquer. Ailleurs, en Iran, à Berlin, en Grèce, le contact serait direct. Que veut Staline ? Empêcher le réarmement de l'Europe et on dit également, pousser les Américains dans l'erreur de vouloir défendre ce continent en même temps que l'Asie, ce qui actuellement leur est impossible. Mais Truman tombera-t-il dans un piège aussi grossier ? On sait très bien que l'Europe, en cas de guerre, et même si celle-ci n'éclate que dans un an ou deux, sera abandonnée ; on sait très bien que la réarmer suffisamment pour pouvoir faire face aux 200 divisions russes est impossible. Alors ? Alors de deux choses l'une : ou Staline précipite les événements et la guerre est pour un avenir proche, ou il s'arrête et attend que son adversaire soit prêt. La conclusion n'a pas besoin d'être formulée !...

L'ENNEMI DE LA PAIX numéro 1

IL est des faits qui parlent si clairement que l'on hésite à les commenter. Telle est l'aventure du plan Schuman. Essai bien timide pourtant que ce plan, et qui n'avait d'autre ambition que d'unifier les industries charbonnières de quelques pays directement intéressés. Mais il n'en fallut pas plus pour annoncer que l'Union Européenne entrerait dans la voie des réalisations !

Or, au risque d'étonner nombre de lecteurs, oserai-je dire qu'à la base du plan Schuman se trouve — à défaut de véritable idéalisme — une part de sincérité. Sincérité à base de compréhension et de compréhension à la portée d'un collégien de 14 ans.

Que le bassin charbonnier et industriel, Lorraine, Borinage, Liège, Limbourg, Ruhr et Sarre devrait constituer un ensemble coordonné et qu'il est proprement absurde que cette coordination soit paralysée par les barrières de cinq ou six frontières, voilà, en effet, qui n'est pas malaisé à comprendre.

On insinue, il est vrai, que comme bien des choses de nos jours, l'idée première de ce « pool » est d'inspiration U.S.A. Que MM. Truman, Acheson et Cie soient capables du pire machiavélisme, c'est fort possible, mais lorsqu'ils condamnent un système politico-économique qui interdit de transporter du charbon dans un rayon de 200 kilomètres sans se heurter à des douanes et à des difficultés de licences, contingentement, autorisation de change, etc., etc., cela prouve simplement que ces messieurs ne sont pas totalement idiots. Au surplus, vivant dans un pays dont l'espace économique va de San Francisco à New-York et de la frontière du Mexique à celle du Canada, il est compréhensible que le réseau frontalier de certaines régions d'Europe leur semble aussi absurde que le système de l'octroi dont se souviennent les Français d'âge mûr.

Or, voilà qu'à cette proposition Schuman apparemment si raisonnable, le gouvernement socialiste français répond brutalement : Non ! Mais le plus étonnant de cette réponse, c'est qu'elle suscite tant d'étonnement ! Attendu que ledit projet comportait cette chose énorme : l'abandon préalable d'une part de souveraineté nationale. Et qui a jamais cru que, dans l'état actuel des choses, un gouvernement adhérerait sincèrement à un tel principe ? Qui a jamais pris au sérieux un projet qui signifie qu'un Etat renoncera à bénéficier à ses droits sur ses richesses économiques essentielles ?

La vérité, c'est que, pour des raisons de prestige politique, pour complaire aux Américains par un projet

On a émis l'hypothèse selon laquelle Staline cherche à user son adversaire au moyen de combats mineurs en Corée, en Indochine, plus tard à Formose, en Yougoslavie et nous ajoutons : avant de lui porter le coup de grâce.

L'Europe hésite

L'Angleterre a pris une position nette. Pas de prime à l'agression, elle a suspendu ses livraisons de pétrole à la Chine de Mao, et devant le danger commun le duel pétrole-dollar, pétrole-sterling est arrêté. Les complications diplomatiques résultant du fait qu'elle a reconnu Mao, la sourde hostilité qu'elle opposait aux U.S.A. en Asie, la proposition à ne pas se confondre ni avec l'Europe ni avec l'Amérique, celle qui la pousse à jouer son jeu sur l'échiquier mondial, tout semble bien s'estomper dans une brume d'où émerge sa nouvelle politique d'armements et de résistance aux côtés de l'Amérique. Churchill et Attlee sont d'accord, comme outre-Atlantique républicains et démocrates le sont.

On parle de « l'union sacrée ». Nous savons ce que cela veut dire. Ici le clairon de Déroulède n'est pas encore embouché. Mais Plevén demande une augmentation des crédits militaires, de

Gasperi fait de même, et il est question de maintenir la classe 49 sous les drapeaux en attendant d'autres mesures dont le moins que l'on puisse en dire est qu'elles ne serviront, le cas échéant, qu'à un odieux « baroud d'honneur ». Les appels de Truman demandant aux Occidentaux d'intensifier leurs armements ne rencontrent pas beaucoup d'échos sauf en Angleterre. Les hommes d'Etat sentent bien qu'il est trop tard. La France, l'Italie, le Benelux, l'Allemagne de Bonn à peine convalescents de la dernière boucherie sont totalement incapables du moindre effort sérieux. De plus imposer à ces pays des servitudes économiques, amplifiées à l'échelle d'un réarmement relativement énorme provoquerait des troubles sociaux dont Staline bénéficierait largement.

Sur le plan militaire et diplomatique, il faut bien le dire, la situation des peuples apparaît grave. Mais il y a des raisons d'agir, de lutter. Notre camarade Fontaine en parle ci-dessous.

Vers la guerre générale QUE FAIRE ?

IL nous est arrivé de rappeler cette vérité essentielle que l'on ne pouvait être pacifiste qu'en étant révolutionnaire, que l'on ne pouvait œuvrer pour un monde où la paix et la liberté qu'en s'attaquant aux fondements des régimes qui sont aux sources des guerres. Et nous concluons sur le dilemme : « Ou la guerre, ou la Révolution ». Nous ne voulons pas dire par là que nous étions capables, à n'importe quel moment, de donner le signal de la Révolution devant un déclenchement guerrier. Nous voulons affirmer seulement, et nous réaffirmons aujourd'hui que, en l'absence de transformations révolutionnaires à l'intérieur des blocs, la guerre était inéluctable, et que si elle reculait définitivement, ce ne pourrait être qu'en vertu des pressions populaires et des transformations sociales profondes, d'un renversement de l'évolution de la période. La formule juste, celle que nous pouvons utiliser sans risque d'équivoque, serait plutôt celle-ci : « Si tu veux la paix, prépare la Révolution », en réponse à la formule mirifontaine : « Si tu veux la

paix, prépare la guerre » et à la formule creuse : « Si tu veux la paix, prépare la Paix. »

C'est donc, avant tout, pour le mouvement anarchiste, un examen des possibilités qui s'impose. Et ce n'est pas un slogan de plus que nous voulons lancer, il y a quinze jours, lorsque nous invitâmes à combattre « avec l'Internationale Anarchiste ».

Il est en effet quelque chose qui nous permet d'espérer une survie et même un développement du mouvement, c'est l'existence d'un lien international qui compense en partie les faiblesses de notre mouvement en un point donné.

Même la mise en sommeil de nos Fédérations en Europe, dans les premiers temps d'un conflit, sous les coups brutaux des faits militaires, ne signifierait pas la mort. Et les libertaires sont assez détachés des nationalismes pour comprendre que la lutte peut changer de secteur. Un mouvement vigoureux et qui répond authentiquement aux aspirations les plus profondes des masses ne disparaît d'ailleurs jamais complètement dans un pays : nos camarades de Chine, de Corée poursuivent et poursuivront la lutte alors même que les armes lourdes se seront tuées, et nous apprenons chaque jour de nouveaux faits héroïques de ceux d'Espagne, de nos frères parmi les maquis de Bulgarie ou d'Ukraine.

Il faut ne rien connaître de la vitalité anarchiste, de la psychologie populaire, des données géo-politiques, pour perdre pied et se préparer mentalement au saut-qui-peut. Les anarchistes qui luttent, à l'aube de notre mouvement, chez les Indiens des montagnes des Andes, ceux qui sont encore présents dans les forêts russes après 25 ans d'exterminations doivent pouvoir compter sur nous, libertaires d'Occident qui aurions l'avantage considérable d'entrer dans la lutte à son paroxysme avec nos forces limitées, mais quasi-inactives.

Mais nos possibilités dépassent à tel point nos effectifs et nos forces matérielles que notre crainte, bien loin d'être celle de ne pas rencontrer d'audience, doit consister surtout à mesurer nos difficultés à être présents dans les développements qui vont s'offrir à nous, pour y apporter une conscience claire, pour y épargner des erreurs ou des déviations tragiques.

Il n'est pas vrai, en effet, que les deux blocs soient parfaitement cimentés. D'un côté, U. S. A., c'est la recherche d'un système et le va-et-vient qui ne va pas sans heurt et sans conflit entre le maintien du capitalisme classique et la totalitarisation par les bureaux fédéraux de Washington ; les Etats tels que l'Inde ou l'Argentine ont des aspirations particulières assez vives pour que l'on ne puisse les classer dans un bloc qu'avec hésitation. De l'autre côté, U. R. S. S., il y a l'immense Chine qui, avec sa voisine l'Inde, représente la moitié de la population du globe. Croit-on sérieusement que 120 millions de Yankees ou 150 millions de Russes pourront s'assurer sur ces pays une domination totale, facile, durable ?

Que Mao-Tse-Tung ait eu besoin de Staline, surtout au cours des derniers mois, et par la faute de l'inconcevable infantilisme de la politique américaine, ne signifie pas qu'il lui soit soumis pour toujours. Le communisme paysan de Chine — et d'Indochine — n'est certes pas libertaire. Il n'est pas non plus, au sens strict, stalinien. La réalité humaine, biologique, de l'Asie fait que toute domination extérieure est précaire. Et il faut voir par-delà les occupations temporaires. L'empire stalinien peut, sans doute, à la faveur des premiers succès, dominer l'Eu-

(Suite page 2, col. 1.)

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemain, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

LES RÉFLEXES DU PASSANT



L'ignorance à peu près totale du but de la manifestation caractérisait le défileur. Cela s'explique aisément : « Il connaissait les tenants et les aboutissants de ces promenades périodiques Bastille-Nation, il réiterait sûrement chez lui. Hélas ! sa matière grise est particulièrement rebelle aux efforts qu'exige la connaissance de la conjoncture. Et grâce à cette infériorité (hautement bénéfique pour ses chefs) il éprouve le besoin d'adorer des fétiches. Selon le cas, ceux de droite ou ceux d'extrême-gauche pour autant qu'il est encore possible d'établir une distinction entre ces deux extrêmes.

Le défileur s'aligne et marche dans le calme et la dignité inséparables du minimum vital à 12.000 francs. Les emblèmes lui sont indispensables. En

LE DÉFILEUR

général il en ignore le sens, mais éprouve toujours une intense satisfaction d'en être le porteur. Le drapeau tricolore, stalinien ou gaulliste, jouissant d'une abondante publicité, compte des adorateurs, tous défileurs plus ou moins chevronnés, tous amateurs de nourritures pré-digérées dans le goût de : « La France aux Français ! », « Vive la hiérarchie ! », « La Corée aux Coréens ! », « Les ôsifs au travail ! », etc. Un défileur conscient et organisé ne demande jamais d'explications : il proclame aujourd'hui : « Vive les 40 heures ! » et demain le contraire. L'essentiel est de défileur. Et d'obéir. Déjà à l'école on lui avait enseigné ce principe qui seul fabrique un patriote ardent comme un plat de macaroni au gratin. Or, le défileur se souvient de ces nobles enseignements et ne s'en laisse pas compter. Son siège est fait. Il attend « son » gouvernement qui, toujours, est en butte à des oppositions diverses, obligeant le défileur à proclamer des mots d'ordre diamétralement opposés à ceux pour lesquels hier il défilait.

Mais cela n'a aucune importance, le « bon gouvernement » ayant pour but la Paix et la Liberté. Au besoin par la guerre. La guerre juste, bien entendu.

OLIVE.

QUE FAIRE ?

(Suite de la première page)

rope et l'Asie. Mais l'extension, c'est aussi la fragilité. Et ce danger peut retarder assez longtemps la généralisation du conflit.

Or, ces peuples de l'Inde, d'Insulende, d'Indochine, de Chine sont aussi réfractaires à l'inévitable étatisme de Staline qu'au développement capitaliste tel que l'a connu l'Occident. Leur histoire, et nous pensons surtout à la Chine, leur philosophie, leur mode de vie les inclinent bien plus vers les solutions libertaires et au sortir des occupations capitalistes, puis « communistes », il ne leur restera que la voie pour laquelle nous combattons.

Nous ne voulons pas jouer au prophète et affirmer que l'avenir proche de l'Extrême-Orient est anarchiste, mais nous soulignons tout de même l'importance de cette moitié de l'humanité trop souvent oubliée dans les calculs et les conjonctures. Et ce qui est vrai pour l'Orient l'est pour l'Occident. Une occupation, peut-être longue, à coup sûr très dure, en Europe Occidentale, aurait pour premier résultat de détruire le mythe stalinien. Dès aujourd'hui, les peuples de « derrière le rideau de fer » sont soudés dans l'unanimité contre la tyrannie du Kremlin.

Quelle issue resterait à ces peuples soulevés tôt ou tard contre « l'occupant », sinon la solution libertaire ? A condition, bien entendu, que nous soyons présents pour que les soulèvements n'aboutissent que dans les restaurations sans lendemain « d'Etats démocratiques ».

*

Plus encore que la question de la guerre, se pose donc, dès maintenant, le problème de l'après-guerre. Mais les deux se tiennent, et c'est en vertu de son attitude dans le moment des dangers que le mouvement anarchiste peut nourrir l'espoir que les futures libérations constituent une Révolution sociale libertaire. Une première nécessité, inscrite dans les données du problème, c'est de mener la lutte sous le drapeau de l'Internationale, de sorte que nous puissions bénéficier de ses principales places fortes : Espagne, Bulgarie, Italie, Corée, Japon, et que nous n'hésitions pas à comprendre que le combat peut, en n'importe quel point du globe, mêler Italiens, Chinois, Français, etc.

Une seconde nécessité, liée à la première, c'est un accord sur une ligne de conduite générale qui soit à la fois la plus pratique et la seule qui ne mette pas en cause nos principes et nos buts. Il ne peut s'agir d'abstention, de tour d'ivoire, de simple fuite en dehors du conflit (où serait-on en dehors, d'ailleurs ?) lorsque la destinée du monde se joue.

Mais il ne peut s'agir non plus de choisir un des deux blocs. Nous n'avons pas à nous laisser enfermer dans les conditions d'un problème posé par nos adversaires. Nous devons le poser, ce problème, à notre façon dans les termes qui nous paraissent justes. Et il s'agit, en définitive, de combattre pour le communisme libre qui n'est réalisé ni par l'un, ni par l'autre bloc. C'est donc sur un position de 3^e FRONT que nous devons nous tenir, et c'est seulement ainsi que nous pouvons espérer devenir les rassembleurs des énergies populaires et des hommes libres. Nous pouvons être persuadés que beaucoup d'hommes, aujourd'hui, tournent les yeux vers nous, dans la mesure où cette position, seule juste et efficace, ne peut être sincèrement que la nôtre.

Est-ce à dire que dans des conjonctures particulières, nos militants front, clamant des mots d'ordre généraux, ignorant les rapports de force ? qu'ils feront fi des soutiens qui pourrissent offrir, pas toujours désintéressés, ou qu'ils mettront exactement sur le même pied une force adverse, mais en opposition

au danger n° 1 et les tenants de cet ennemi n° 1 ?

Il ne peut être question de s'engager dans les troupes de Truman ou de Staline ou de se laisser encadrer par les débris de l'armée française. Il suffit, pour être à la fois fidèles à notre cause et attentifs aux réalités de comprendre que cet ennemi n° 1 n'est pas toujours le même, suivant les moments et les lieux, qu'il est à chaque instant celui qui est le plus écrasé, celui qui opprime davantage, donc presque toujours celui qui est l'occupant du moment et celui qui supprime physiquement le mouvement anarchiste.

Il peut donc se faire que l'Internationale anarchiste porte ses coups pendant une période surtout contre Staline, parce qu'il serait l'opresseur ressenti par tous et le plus totalitaire, et qu'à une autre période, l'ennemi principal devienne le bloc U.S.A. Se trouver surtout contre la terreur nazie alors qu'elle était, pratiquement, la seule subie, ne signifiait pas forcément le nationalisme. Et nos militants opposés à Hitler ne sont pas devenus pour autant des suiveurs de de Gaulle.

L'Internationale peut donc, à chaque moment de la lutte, combattre surtout telle ou telle forme de totalitarisme, et en faisant cela, être antitotalitaire sans plus. Que faisons-nous d'autre, d'ailleurs, aujourd'hui, que de combattre l'Etat et le capitalisme à travers les formes qui ils revêtent dans les lieux où nous vivons ? On ne combat pas une abstraité et on ne peut combattre le totalitarisme qu'à travers ses formes présentes palpables.

Certains de nos camarades pourraient penser que nous devons pencher en faveur de Staline parce qu'il a « les masses » avec lui ? Evénement dangereuse et qui pourrait devenir catastrophique. D'abord, de quelles « masses » s'agit-il ? Pas de celles des U.S.A., ni du Commonwealth britannique, ni des pays scandinaves, ni surtout de celles de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires » où 99 % de la population hait le régime. Alors ? les 30 % des salariés de France et d'Italie qui, trois mois après une occupation stalinienne, seraient devenus aussi antistaliniens que les exploités d'Europe Orientale ? On voit là l'absurdité de la position et il nous faut

FONTAINE.

L'EMPEREUR A NICE !

Princes et révolution

Jeune écolier, j'ai appris comme tous les petits Français que le 14 juillet est l'anniversaire de la Révolution Française et que, chaque année, un peuple en joie célèbre ce jour avec ferveur, heureux d'avoir conquis sa liberté.

Depuis, l'âge et la raison aidant, j'ai compris que cet événement qui aurait pu libérer le peuple avait seulement abouti à la fustigation que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de IV^e République. Les Français, en la circonstance, ayant tout au plus changé de chaînes et de maîtres.

Il en sera ainsi, hélas ! pour tous les peuples, aussi longtemps qu'ils feront confiance aux politiciens et autres défenseurs de l'ordre et de l'autorité, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris qu'eux seuls doivent organiser et gérer leurs affaires pour leur bien-être et leur liberté.

Nous n'attachons certes aucun intérêt aux pitreries des officiels du régime en ce jour « glorieux ». Pourtant, cette année, il nous semble que les convenances ont été largement bousculées dans notre ville de Nice.

Mais où la farce devient drôle, c'est quand le Conseil municipal de Nice invite un de ces Messieurs, pour augmenter l'éclat du 14 juillet. Nous pouvons penser que c'est un manque de tact, mais nous ne pouvons pas nous empêcher de penser qu'il y a des hommes qui ont mérité, par leur vie de sacrifice au service des idées nobles, de Paix, de Justice et de Liberté, certains d'entre eux ne nous pouvons concéder à ces pantins d'une période dépassée. Il se trouve que ces hommes sont toujours « hors-la-loi ». Nous aurions mieux compris une amnistie générale.

Mais où la farce devient drôle, c'est quand le Conseil municipal de Nice invite un de ces Messieurs, pour augmenter l'éclat du 14 juillet. Nous pouvons penser que c'est un manque de tact, mais nous ne pouvons pas nous empêcher de penser qu'il y a des hommes qui ont mérité, par leur vie de sacrifice au service des idées nobles, de Paix, de Justice et de Liberté, certains d'entre eux ne nous pouvons concéder à ces pantins d'une période dépassée. Il se trouve que ces hommes sont toujours « hors-la-loi ». Nous aurions mieux compris une amnistie générale.

Nice, la grande cité républicaine, peut être fière de ses représentants. Ils lui choisissent des hôtes de qualité... ceux qu'elle méritait, puisqu'aucune protestation ne s'est élevée.

Vive la République... Et la fête continue.

La bataille de l'Enseignement

P. O. LAPIE, Ministre

NOTRE nouveau ministre de l'Education Nationale a révélé au cours des débats de l'Assemblée nationale du 18 juillet, à propos du budget de son ministère, des qualités estimables, telles que la douceur alliée à la brutalité. On n'en attendait pas moins, d'un socialiste intègre et dévoué, qui fait honneur au parti de Jules Moch et nous n'aurons jamais dans ces colonnes à lui adresser que des félicitations. N'a-t-il pas, d'ailleurs, déclaré, que tout membre de l'enseignement qui caricaturerait et injurierait grossièrement le grand maître de l'Université, serait, comme un professeur de Périgueux, l'objet d'une sanction, délibérée d'ailleurs par le Conseil académique ? (J. O. du 18-7-50.) Mais il est vrai que les faits que nous rapporterons à nos lecteurs seront assez éloquentes par eux-mêmes, pour que nous n'ayons pas à craindre de subir les foudres du grand maître, pour

délit « de caricature grossière et d'injures »...

Et nous nous permettrons de citer « le Monde », qui écrivait à propos des débats en question : « Quel que soit l'intérêt des observations formulées par plusieurs orateurs, l'étude du budget semble de plus en plus être considérée comme une sorte de fourre-tout. Ce n'est évidemment pas en pareille circonstance que l'on peut débattre des réformes essentielles telles que cette réforme d'ensemble de l'enseignement évoquée par Mlle Lamblin (M.R.P.) à propos du recrutement des professeurs stagiaires du second degré, de leur formation pédagogique et de l'obtention du certificat d'aptitude. Le ministre l'a reconnu, qui a proposé de fournir toutes explications et de recueillir toute suggestion devant la Commission de l'Education nationale, ce qu'a accepté le président de cette dernière, M. Billières (radical) » (19 juillet, page 6).

Ce qui revient à dire, que tout le bla-bla débité à l'Assemblée le 18 juillet n'était que passe-temps. En oui ! Toutes les observations « sur les statuts des instituteurs et institutrices intermédiaires, l'admission dans les écoles maternelles, les frais de suppléance dans les écoles primaires élémentaires, la situation du personnel exerçant dans des postes déshérités, les allocations aux médaillés de l'enseignement primaire, le sort des agents des bibliothèques et des archivistes départementaux, l'hygiène scolaire, les frais de déplacement des inspecteurs d'académie, l'enseignement agricole, l'éducation physique, le château de Versailles, l'Institut de France, n'ont été que des thèmes rapidement « exécutés » par les élus du « Peuple ».

André Morice, le radical, secrétaire d'Etat à la Jeunesse, l'Enseignement technique et aux Sports, entrepreneur de son métier (300 millions de bénéfice net en tant qu'administrateur de la « Société Nantaise de Travaux publics et Paysages », pendant la construction du mur de l'Atlantique), révèle ouvertement son désir de « regrouper » ce qu'il nomme les poussières de sections régionales d'apprentissage, d'orienter les jeunes plus dans le domaine de la maçonnerie et du modelage que dans celui de la menuiserie. De plus, il a maintenu son refus d'instituer des sessions d'examens au mois d'octobre, pour l'enseignement technique. « Une telle mesure n'étant pas conforme à la politique de qualité, suivie par le Gouvernement. » En clair, réduisons la formation technique des jeunes, faisons des coupes sombres dans le rang des maîtres, des professeurs et des instituteurs. (Ce qui n'a d'ailleurs aucun rapport, soyons-en persuadés avec la proposition qui consisterait à augmenter les crédits militaires de 80 milliards, dont il a été fait état à la radio-diffusion le 20 juillet au soir).

Au sujet du problème étudiant, P. O. Lapie a déclaré qu'il en étudierait spécialement le sort à propos des cités universitaires et de la sécurité sociale. Nous le verrons, hélas ! peut-être à l'œuvre.

Toujours est-il qu'il ne s'agissait, une fois de plus, que d'une mystification. Pourquoi ? Parce qu'en vertu de la loi des maxima, l'Assemblée n'avait nullement le pouvoir d'augmenter les crédits. N'ayant donc aucun moyen de déterminer les chiffres qui lui sont proposés, sa seule arme serait le refus du vote... au cas où, bien entendu, elle voudrait empêcher la faillite du trop misérable enseignement public de l'Etat français. Que l'on se rassure sur ce point : Les militants professeurs, maîtres, instituteurs, éducateurs et étudiants ne risquent absolument pas pour l'instant de se voir débordés par les parlementaires et le gouvernement, dans l'action pour un système éducatif, cohérent, rationnel, sain et humain, ouvert à tous, et permettant à chacun de s'éduquer conformément à ses capacités, par la coopération des enseignants, des professionnels, des parents et des élèves, dans le cadre d'une société harmonieuse.

Aussi convient-il de ne compter que sur nous-mêmes. Nous le savons.

CHARLES.

Paris, 19 juillet.

P.S. — « L'Assemblée nationale a terminé cette après-midi avec l'examen du budget de l'Education nationale. L'ensemble n'a d'ailleurs pas pu être voté, uniquement parce que l'article concernant les subventions pour « activités théâtrales » a été réservé après que divers orateurs aient déploré l'insuffisance de l'aide apportée aux entreprises lyriques de province. De plus, le socialiste (?) Deixonne est intervenu au chapitre affectant 135 millions aux « Maisons de la culture », « Mouvements de jeunesse » et « Maisons des jeunes », pour demander la suppression dans ce libellé des mots « Mouvements de jeunesse ».

« Une chose, dit-il, est de subventionner ces maisons de jeunes

dont André Philip a défini le rôle et qui pratiquent une laïcité active, autre chose est de subventionner directement des mouvements au risque de les domestiquer et contrairement à la règle qui veut que les subventions de l'Etat ne soient pas distribuées à des organismes de caractère politique ou confessionnel ».

Cet amendement est adopté par 319 voix contre 238.

Si nous avons bien compris, les Auberges de Jeunesse sont des organismes confessionnels et politiques, la S.F.I.O. un parti luttant contre l'emprise de l'Etat sur la vie sociale, et les crédits de l'Education nationale ne seraient pas uniformément répartis entre la préparation militaire et la course aux « armements » C.Q.F.D. !

Paris, 22 juillet. — Dernière heure : L'Assemblée Nationale, revenant sur sa décision du 19 juillet qui nous informait de ses intentions réelles, vient d'une part, de voter les crédits de l'enseignement, en laissant carte blanche au ministre pour l'aménagement, d'autre part, à la suite d'une manœuvre M.R.P., les 135 millions pour les jeunes sont rétablis, non pas pour « Les mouvements de Jeunes », mais pour les « Activités agréées » desdits mouvements. C'est-à-dire que l'Etat dispose maintenant d'une arme idéale pour diriger toutes les activités de ces mouvements, puisqu'il a la possibilité d'en permettre certaines et de brimer la réalisation de celles qui lui déplaisent. Du bon travail, M. P.-O. Lapie !

COURRIER ADMINISTRATIF

Nous prions le camarade d'un Comité des Chômeurs de la région de Saint-Brieuc de nous envoyer son adresse pour réponse.

LE C. N.

ÉTUDES ANARCHISTES

Notre N° 6 a vivement intéressé vos lecteurs.

Nous préparons pour octobre un N° 7 centré sur la question de l'ETAT, dans lequel nous envisageons de confronter toutes les thèses émises sur l'Etat, depuis celle de « Mein Kampf » jusqu'à celles de Kropotkine.

Le numéro spécial sur la Résistance annoncé il y a quelques mois verra le jour ensuite, lorsque nous aurons recueilli la collaboration nécessaire.

SOMMAIRE DU N° 6

1. Editorial. Révision.
2. Le rôle des leaders et l'auto-organisation des masses. — Fontaine.
3. Syndicalisme vivant. — Parano.
4. La distribution socialiste (fin). — Leval.

Abonnement. — 5 N°s : 175 francs.

10 N°s : 350 francs

Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy

C.C.P. 5072-14 Paris

LE CONGRÈS DE L'UNION INTERNATIONALE ANTIRACISTE

L'Union Internationale Antiraciste a tenu son Congrès au mois de juin. La F. A. présente partout la où des hommes luttent pour la libération humaine, s'y était fait représenter.

Ne pouvant donner ici qu'un bref résumé de ces assises, nous signalerons quelques résolutions et motions intéressantes.

Sur les camps de concentration : « Ils marquent toujours pour les pays qui les créent ou les maintiennent le caractère dictatorial de leur régime. »

Sur la guerre : « La preuve a été faite qu'il ne suffit pas de signer des manifestes. On n'humanise pas la guerre. On ne sert pas la paix en dénonçant son voisin comme le futur agresseur, cherchant à justifier ses propres armements et son propre militarisme. »

Affirmations de bon sens qui viennent éclairer et situer le rejet par la quasi-unanimité du Congrès d'une motion approuvant l'appel de Stockholm. Signalons encore des motions dénonçant le colonialisme, le régime fran-

Ceux qui s'en vont

C'est avec stupeur que nous avons appris la mort brutale et prématurée de notre camarade et ami JEAN GRIVEAU, qui nous quitte à l'âge de 42 ans.

Au groupe Paris-13^e le vide causé par sa disparition sera grand, car au-dessus de l'amitié et de la camaraderie communes aux militants combattant pour une même cause, il y avait l'affection que nous nourrissions pour lui, fruit de la débordante bonté, de la saine jovialité, de la probité morale et intellectuelle qui furent siennes.

Seule sa modestie est à l'origine de l'ignorance, chez beaucoup d'entre nous, de la place de choix qu'il occupa dans l'art sculptural contemporain. Sculpteur de grande classe, il n'avait rien de cabotin dans ses comportements, il fallait le bien connaître et le fréquenter pour savoir qu'il était un grand artiste que la Fédération Anarchiste s'honorait de compter parmi ses membres.

Entre autres œuvres qui mériteraient d'être mentionnées ici, citons ce « Jehan Rictus », poète des miséreux qui, à un récent Salon, et tant par la force d'expression de ses traits que par son originalité, frappait les visiteurs et les retardait longuement. Comment ne pas parler aussi de ce Christ, qui évoque toute la souffrance humaine, à la vue duquel l'esprit s'insurge, se révolte, alors que les crucifix du type religieux appellent le pardon et invitent à la soumission.

Citons encore ce « Pompée » (qu'il venait d'achever), destiné à la mise en scène d'une pièce théâtrale du même nom, dont la presse a fait état en termes louangeux, mais en se gardant bien de révéler aux lecteurs l'auteur, car celui-ci n'aurait jamais accepté de combinaisons publicitaires susceptibles de faire connaître son nom au « grand public » à des fins mercantiles.

Que sa compagnie et tous les siens, si durement éprouvés, trouvent ici l'assurance de notre sympathie. Connaissant la valeur de ce qu'ils perdent, nous ne sommes que plus touchés par le malheur qui les frappe.

H. B.

Le C.N. de la Fédération Anarchiste s'associe pleinement à l'hommage rendu par le groupe Paris-13^e à la mémoire de Jean Griveau. Il y a quelques jours, nous avions eu encore la joie de le retrouver à une réunion de son groupe au cours de laquelle nous étions allés préciser quelques points administratifs. Nous l'avions trouvé, comme toujours, fraternel et ouvert. C'est l'un des meilleurs d'entre nous qui disparaît.

LE C. N.

COMMUNIQUÉS SYNDICAUX

NOTE. — Dans cette rubrique, nous ne pouvons insérer que les communiqués importants et émanant de minorités ou de syndicats révolutionnaires.

*

ROUEN : Union sociale C.N.T. Dimanche 30 juillet 1950, à 14 heures, salle Le Franc, rue de la Bibliothèque, grande réunion publique et contradictoire « La C. N.T. Ses buts. Sa position face aux problèmes actuels. »

Orateurs : Rolot Edouard, Sans Sicart.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laurens G., 80, rue Francis-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

LE HAVRE. Un groupe éhnt en formation. Les camarades du Havre sont invités, tous les vendredis soir, de 20 h. 30 à 21 h. 30, Café Pannier, 14, rue Trouville.

2^e REGION

GROUPE LYON-CENTRE. — Les amis et sympathisants de la F.A. sont informés que les livres Indes, Révolution et la Vie de St-Pierre, sont en vente au siège du groupe, 175, rue Boileau.

SAINT-ETIENNE. — Groupe Sébastien-

12^e REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Réunion, tous les lundis, de 19 h. à 20 h. 30. Librairie : permanence tous les mercredis et samedis, de 18 h. à 19 h., au Siège, 12, rue Pavillon (2^e étage).

Les camarades libertaires et sympathisants des régions de Berre, Rognac, La Fare, Velaux, Vitrolles, sont invités à se mettre en relation avec le camarade Rey Louis, rue Camille-Desmoulins, Rognac (B-de-Rh.), en vue d'une formation d'un groupe d'étude sociale.

Pensez aux

Charbons du « LIBERTAIRE »

LES CHARBONS DU « LIB »

NOIX D'ANTHRACITE 1^{er} CHOIX :

30/50 : 500 kgs... 5.250 fr.

1.000 kgs... 10.500 fr.

BRAISSETTES :

10/30 demi-gras 1.000 k. 6.000 fr.

ATTENTION ! — Une erreur de frappe sur notre prix-courant annonce les boulets d'anthracite à 6.540 fr. Il faut lire 7.540.

Veuillez nous en excuser.

ERNESTAN.

CULTURE ET RÉVOLUTION

Réponses à une "œuvre" de Staline (III)

Le Matérialisme

Ce que nous en pensons

Nous laisserons de côté, par générosité, la première page de la brochure de Staline sur ce chapitre. Sociologie sommaire et quelque peu périmée. Et nous en venons au fait.

Staline repousse la théorie idéaliste selon laquelle l'idée précède la nature et la vie sociale qui n'est que des expressions. Il condamne le dualisme qui voit le monde partagé en deux forces : l'idée et la matière, conscience et être, négatives l'une de l'autre et en lutte constante.

Négligeons ce que ces exécutions ont de rapide. Aussi bien, repoussons-nous facilement l'idéalisme et le dualisme, au moins tels qu'ils sont donnés par Staline. D'abord, parce qu'ils sont des affirmations dogmatiques.

Puis, Staline présente le marxisme comme opposé à ces deux théories en ce qu'il est matérialiste et moniste.

Conscience et matière :

Il est moniste en ce qu'il déclare que la nature est une et indivisible bien qu'elle s'exprime sous deux formes différentes, sous les aspects de deux sortes de phénomènes : les phénomènes idéaux, les phénomènes matériels, mais ne s'excluant pas.

Il est matérialiste en ce qu'il affirme l'existence de la nature, la préexistence des conditions extérieures au moi, à l'homme. Il affirme aussi, et en cela se distingue nettement des autres conceptions matérialistes, que la conscience est la forme et que le contenu précède la forme, que la forme retarde sur le contenu.

Staline écrit encore : Et comme, selon Marx, le développement économique est la « base matérielle » de la vie sociale, son contenu, tandis que le développement politique et juridique, philosophique et religieux, est la « forme idéologique » de ce contenu, sa « superstructure », Marx tire cette conclusion : « Le changement de la base économique bouleverse plus ou moins lentement ou rapidement toute la formidable superstructure ».

Staline explique, page 19, que pour que la conscience soit née au fait du règne animal, chez l'homme, il a fallu une structure de l'organisme particulière et une évolution du système nerveux depuis le premier être vivant jusqu'à l'homme. Il est évident que la conscience, ou plutôt les phénomènes de conscience aient toujours été des reflets des transformations matérielles. Nous nous retrouvons au point crucial du duel Jaurès-Lafargue sur l'idéalisme et le matérialisme et Staline semble plus près des simplifications de Lafargue que de la pensée authentique de Marx. Que l'existence, le développement de la conscience soient conditionnés, cela se vérifie au cours du développement de l'enfant et on peut penser qu'il en a été de même au cours de l'histoire de l'espèce. Mais que la conscience dépende du « milieu interne » ne signifie pas qu'elle dépende aussi étroitement du milieu externe. En tout cas, si on veut appeler les conditions « internes » de l'être, des conditions matérielles, on ne a pas le droit de les réduire à des conditions économiques. Le matériel dépasse largement l'économique et nous ne pouvons qu'approuver la citation des anarchistes géorgiens, faite par Staline (p. 26 et 27) : D'après Engels, et aussi d'après Kautsky, Marx a rendu à l'humanité un éminent service en ce qu'il a... entre autres, découvert la « conception matérialiste ». Est-ce vrai ? Nous ne le croyons pas, car nous savons que tous les historiens, savants et philosophes qui s'en tiennent au point de vue que le mécanisme social est mis en mouvement soi-disant par des conditions géographiques.

LES ÉDITIONS DU "LIBERTAIRE"

(Coopérative d'Éditions)

Gaston LEVAL

Anarchisme et Abondancisme Prix 20 fr. franco 30 fr.
Par 12 brochures : franco 205 fr.
Par 24 brochures : franco 390 fr.
Le Communisme Prix 40 fr., franco 55 fr.
Par 12 brochures : franco 390 fr.
Par 24 brochures : franco 760 fr.

ERNESTAN

Tu es anarchiste Prix 20 fr., franco 30 fr.
Par 16 brochures : franco 245 fr.
Par 35 brochures : franco 550 fr.

LYG

Vers un monde libertaire Prix 15 fr., franco 25 fr.
Par 20 brochures : franco 245 fr.
Par 45 brochures : franco 520 fr.

PETER BRANDT

WEGE ZUR FREIHEIT Prix 20 fr., franco 30 fr.
(en allemand)
Les Chemins de la liberté.

PARANE

Les Anarchistes face à la technocratie Prix 20 fr., franco 30 fr.
Par 12 brochures : franco 205 fr.
Par 24 brochures : franco 390 fr.
Envoyez commandes et fonds à André Moine, 10, rue Bichat, Paris (10^e) C.C.P. Paris 4730-94.

ESSAIS - PHILOSOPHIE

Han Ryner : Crépuscule, 120 fr. (150 fr.) ; Dans le Mortier, 120 fr. (150 fr.) ; Amant ou Tyrant, 120 fr. (150 fr.) ; Songes Perdus, 120 fr. (150 fr.) ; La Soutane et le Veston, 120 fr. (150 fr.) ; Bouche d'Or, 120 fr. (150 fr.) ; La Tour des Peuples, 280 fr. (310 fr.) ; Le Père Diogène, 75 fr. (105 fr.) ; Les Apparitions d'Ahasvérus, 75 fr. (105 fr.) ; Chère Pucelle de France, 75 fr. (105 fr.) ; L'Amour Plural, 75 fr. (105 fr.) ; La Vie Éternelle, 75 fr. (105 fr.) ; Déterminisme et Libre Arbitre, 20 fr. (30 fr.) ; Jeanne d'Arc et sa mère : 300 fr. (330 fr.) ; — Malatru (en espagnol) : Pagineas Sélecta, 40 fr. (50 fr.) ; — Max Stirner : L'Unique et sa Propriété, 325 fr. (355 fr.) ; — R. Asso : Le Sixième Évangile : 300 fr. (330 fr.).

EDUCATION SEXUELLE NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Éducation Sexuelle, 250 fr. (280 fr.) ; — De VAGUE RIAD : Le Bonheur Intime, 200 fr. (230 fr.) ; — M.

DEVALDES : La Maternité Consciente, 75 fr. (105 fr.) ; — J.M. LAHY : Du Clan Primitif au Couple Moderne, 75 fr. (105 fr.) ; — A. LORULOT : L'Éducation Sexuelle et Amoureuse de la Femme, 150 fr. (180 fr.) ; — La véritable Éducation sexuelle, 300 fr. (330 fr.) ; — Morale sexuelle chrétienne ou libertaire, 25 fr. (35 fr.) ; — Louis HOBLEY : Morale de l'Église et morale laïque, 15 fr. (25 fr.).

PEDAGOGIE

S. A. T. : Grammaire expérimentale, 120 fr. (150 fr.) ; — G. GIROUD : Compus, 240 fr. (310 fr.) ; — A. JOUENNE : Une Expérience d'Éducation Nouvelle, 75 fr. (105 fr.) ; — M. MARTINET : Culture Prolétaire, 200 fr. (230 fr.) ; — C. ABDULLAH : Les Oiseaux, 200 fr. (230 fr.) ; — Maison d'enfants, 260 fr. (290 fr.) ; — S. GLODEAU : Une Humanité, une Langue, 30 fr. (40 fr.).

ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A. KOESTLER : Croisade sans Croix, 210 fr. (240 fr.) ; — Un Testament Espagnol, 180 fr. (210 fr.) ; — La Lie de la Terre, 240 fr. (285 fr.) ; — La Tour d'Ezra, 350 fr. (395 fr.) ; — Le Bar du Crépuscule, 180 fr. (210 fr.) ; — A. SERGENT : Je suis le mauvais garçon, 100 fr. (140 fr.) ; — J.

de donner à la pensée de Marx un nom particulier comme « marxisme », — mais nous ne nions nullement l'importance, le conditionnement du matériel et même de l'économique qui n'est qu'un aspect.

Bien entendu, notre opinion sous-entend que dans ce que Marx appelle improprement « superstructure » ou « forme idéologique », coexistent des éléments de survivances (religieuses, morales, juridiques, politiques, etc...) qui entrent en conflit avec les conditions économiques et qui tôt ou tard sont détruites, et des éléments psychologiques (aspirations morales ou politiques, opinions philosophiques, etc...) qui, au contraire des survivances tendent à pousser en un certain sens la recherche philosophique, scientifique, la transformation politique, économique ; ces éléments ne sont pas seconds, ils sont, eux aussi, déterminants ou mieux : Participants. Nous continuons donc à affirmer, face au « Marxisme », tel que l'entend Staline et la plupart des marxistes, que les aspirations vers la justice, la liberté, la révolte, la conscience, sans exister en dehors des conditions matérielles au milieu desquelles et à l'occasion desquelles elles s'expriment, appartiennent à un monde psychologique qui n'est pas second par rapport au monde matériel. Il y a interaction des deux aspects, mais l'un n'est pas plus le contenu ou l'infrastructure que l'autre n'est la forme ou la superstructure.

Evidemment, Staline (page 21) précise que le contenu sans la forme est impossible. Mais il déclare que la forme retarde sur le contenu. Il écrit : « La conscience, c'est-à-dire ce qui s'accomplit dans notre cerveau, est précédée d'un changement matériel correspondant, c'est-à-dire de ce qui s'accomplit hors de nous, changement matériel qui, tôt ou tard, sera forcément suivi d'un changement idéal approprié. » Nous ne pensons pas trahir la pensée de Staline en l'interprétant ainsi : le contenu n'a jamais la forme qui lui convient et c'est précisément là que gît le conflit qui permet, dialectique-

ment, le progrès, l'évolution et les révolutions. Alors, à quoi riment ces expressions prétentieuses de contenu, forme, superstructure, etc... ?

Une mauvaise querelle

Passons maintenant à la façon dont Staline mène sa querelle contre les anarchistes. S'attaque-t-il à leur pensée ? Point du tout mais il leur reproche seulement de ne pas combattre les marxistes avec de bonnes armes, de les critiquer en les connaissant mal et en se contredisant. C'est tout. Mais ce que Staline reproche aux thèses philosophiques des anarchistes, nous ne le saurons jamais. Il s'en tient à une querelle secondaire et nous pourrions bien admettre après tout que tel ou tel anarchiste ait pu critiquer à faux le marxisme sans que pour cela l'anarchisme soit erroné. Mais, faisons la part belle à Staline, et plaçons-nous sur le terrain où il nous entraîne.

Staline voit un anarchiste qui critique le marxisme parce qu'il n'est pas moniste et un autre anarchiste qui reproche au contraire au marxisme d'être moniste. Tiens donc ! Citons, à l'exemple de Staline, le premier de ces deux anarchistes, Tchérkévitchvili : « La grande science des naturalistes, avec son système d'évolution, de transformisme et de matérialisme moniste, si violemment détestée par Engels, évitait la dialectique... » Tchérkévitchvili a raison en ce sens que le marxisme n'est qu'apparemment un monisme. Et c'est ce que méprise le second anarchiste, Chvala Goguelia (Ch. G.) qui est ainsi, malgré le commérage de Staline, bien loin de contredire le premier : « Le matérialisme moniste (de Marx) est un dualisme mal déguisé et un compromis entre la métaphysique et la science... Marx tombe dans le dualisme parce qu'il représente les rapports de production comme chose matérielle, et les aspirations humaines et la volonté comme une illusion et une utopie, qui est sans importance, bien qu'elle existe. »

Dans l'Internationale

LETRE DE BULGARIE

re la quantité que les maîtres-directeurs des fabriques « nationalisées » imposent, et c'est pour toucher quelque 280, 300, 350, 400 levas au plus, qui ne valent même pas 100 fr. et avec cette somme on ne peut presque rien acheter. Les « magasins » sont à l'Etat et ce qu'on y vend est inadmissible. Par exemple une paire de bas pour homme vaut 400 levas, un mouchoir 250 levas, un pain de 800 gr. tout noir 125 levas, un kilo de viande c'est 350 levas, 1 kilo de cerises 150 levas, une paire de chaussures 8.500 levas, un costume 25.000 levas ! L'on est des vaches esclaves ! Et le gouvernement disait, lorsque l'on « nationalisait » les fabriques que désormais elles seraient au peuple et pas aux patrons ! Cela est tout à fait faux. Les ouvriers étaient plus heureux lorsque les fabriques étaient aux propriétaires parce que d'abord ils étaient payés plus cher, et la vie était alors beaucoup moins chère, et si les ouvriers demandaient aux patrons de l'avance sur les salaires ils en recevaient, tandis qu'à présent très souvent, le samedi, lorsque l'ouvrier attend d'être payé, le caissier dit qu'il n'y a pas d'argent à la banque et ne peut pas payer. Alors ? L'ouvrier qui attendait le samedi pour recevoir de l'argent pour s'acheter de la viande et du pain ne peut pas car les magasins sont tous à l'Etat à présent et aucun ne vend à crédit. Avant ce régime les ouvriers prenaient à crédit et le samedi ils étaient satisfaits.

Et pendant ce temps que le gouvernement ne peut pas trouver les sommes nécessaires pour payer la permission des soldats, il trouve des 100 millions pour donner des récompenses à des acteurs, écrivains, etc., qui ont travaillé pour vanter leur régime dégoûtant et que le peuple tout entier hait. Ainsi l'actrice de casino Mimi Balkavska a touché 400.000 levas de récompense, et le clown de cirque Dobritsch a touché

300.000 levas, et le romancier le plus pornographique de Bulgarie Siméon Danovski a touché 400.000 levas. Et tous ceux qui ont vanté, en avant, le régime répugnant ont touché en tout 100 millions. Tandis que des peintres de génie comme Tzanno Lavrenoff n'ont pas touché un sou, et pourtant c'est un grand communiste d'avant le 9 septembre 1944. La plupart de ceux que le gouvernement actuel gave d'argent sont des anciens types qui étaient avec le tsar Boris, alors ils vantaient la monarchie, et à présent il n'y a pas de plus « éloquentes communistes » qu'eux. Les soi-disant « partisans » ont touché tant de millions de l'Etat communiste bulgare, et leurs maîtresses (à présent leurs « épouses ») et leurs bâtards donc, ont reçu tant de millions de levas comme « indemnités » du gouvernement « de caste » communiste d'aujourd'hui, et continuent d'en recevoir chaque mois tant de millions comme « pensions » qu'il ne reste pas au budget bulgare actuel le moyen de payer régulièrement les ouvriers et les employés. D'un côté, l'on voit ceux qui sont au pouvoir l'en le voir marquer, ni beaux appartements, ni mobiliers (« nationalisés » tout ça bien sûr), ni habits, ni autos, ni nourriture excellente, argent, belles femmes, etc., et de l'autre côté l'on voit 999 pour 1.000 de la population dans la misère, sans argent, sans habits, sans logements !

BILLET DU MILITANT

A la demande de nombreux camarades, nous donnons ci-dessous quelques renseignements importants et absolument sûrs :

CE QU'IL FAUT SAVOIR EN CAS D'ARRESTATION

1° Les perquisitions et les arrestations peuvent être faites par la police ou la gendarmerie. Mais elles ne peuvent être faites qu'avec une autorisation officielle appelée mandat signé du juge d'instruction. Bien entendu en cas de flagrant délit, la police ou la gendarmerie se dispensent du mandat.

2° En cas d'arrestation prévenez vos amis ou votre famille. C'est votre droit strict. Faites-le rapidement.

3° Devant l'interrogatoire ne répondez qu'en présence d'un avocat. Au cas où une pression morale ou physique est exercée sur vous, soyez ferme et décidé en répondant : « Je ne veux répondre qu'en présence de mon avocat ».

En présence du juge d'instruction ne répondez également qu'en compagnie de votre avocat. Si, avant de comparaître devant le juge d'instruction vous n'avez pas eu le temps de prévenir votre avocat, vous vous présentez devant le juge en donnant le nom et l'adresse de votre défenseur. Le juge vous convoquera à nouveau après vous avoir donné le temps nécessaire de prévenir votre défenseur.

4° Devant le commissaire et devant le juge d'instruction vos déclarations seront consignées dans un procès-verbal qu'on vous demandera de signer. Ne signez que si le procès-verbal est conforme à vos déclarations. N'oubliez pas que c'est votre droit le plus absolu de refuser de signer un procès-verbal.

5° En cas d'arrestation n'oubliez pas de prévenir aussi la Fédération anarchiste et votre syndicat.

Si vous êtes arrêté en cas de flagrant délit, demandez la remise de votre affaire pour organiser votre défense. Il vous sera donné trois jours.

SYNDICALISME

G. Yvetot : L'A.B.C. du Syndicalisme, 15 fr. (25 fr.) ; — Griffuelhes : Le Syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.) ; — F.A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.) ; — E. Rotok : Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.) ; — F. Peloutier : Histoire des Bourses du Travail, 270 fr. (300 fr.) ; — P. Besnard : L'Ehique du Syndicalisme, 75 fr. (105 fr.) ; Le Monde nouveau, 140 fr. (170 fr.) ; — XX : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.) ; — J. Rennes : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.) ; — Jean Jacques : Vie et mort des Corporations, 125 fr. (155 fr.) ; — F. Robert : La S.N.C.F. doit-elle disparaître ?

PHYSIQUE - BIOLOGIE SOCIOLOGIE, ETC...

Buchner : Force et Matière, 240 fr. (285 fr.) ; — Haeckel : Histoire de la Création, 450 fr. (520 fr.) ; — R. H. Hux-

ley : Du Singe à l'Homme, 180 fr. (210 fr.) ; — G. Matisse : Qu'est-ce que le matérialisme ? 12 fr. (17 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à E. GUILLEMAU, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C. C. P. 5072-44.

Cette semaine vous lirez avec plaisir

JEANNE D'ARC ET SA MERE de Han RYNER

300 fr. Franco recommandé 355 fr. En vente au « Libertaire » C. C. P. GUILLEMAU 5072-44

SERVICE DE LIBRAIRIE

PHOTOS (cartes postales)

S. FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (60 fr.) ; — L. BERNIERE : 25 fr. (40 fr.) ; — C. BERNIERE, 25 fr. (40 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

Hem Day : Francisco Ferrer, 30 fr. (40 fr.) ; — P. Planché : Louise Michel, 150 fr. (180 fr.) ; Kropotkine, 210 fr. (240 fr.) ; Durand, 150 fr. (180 fr.) ; — Sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 270 fr. (300 fr.) ; — L. Lecoin : De Prison en prison, 160 fr. (190 fr.) ; — J. Humbert Sébastien Faure, 180 fr. (210 fr.) ; — Jules Vallès : L'Enfant, 125 fr. (155 fr.) ; — Le Bachelier, 125 fr. (155 fr.) ; L'Insigne, 125 fr. (155 fr.) ; — E. Renan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. (40 fr.) ; — G. Delacaze-Duthiers : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr.) ; Sous le sceptre d'Anastase, 250 fr. (280 fr.).

DIVERS

A. LORULOT : Sa Majesté l'Amour, 750 fr. (820 fr.).

LE SYNDICALISME n'est pas au rendez-vous

Le refus de la guerre sociale autorise la guerre atomique

QUELS que soient les futurs développements de l'affaire de Corée, on peut considérer que nous sommes au début de la nouvelle guerre que nous prévoyons depuis la « libération ». La psychose est enfin créée, le monde ouvrier est divisé en deux clans, chacun parlant patriotisme. Attendons-nous à être, une nouvelle fois, délivrés, libérés, par les uns ou les autres. Car évidemment, qu'elle soit menée par l'Est, ou par l'Ouest, cette guerre sera sainte, elle sera juste. Vous savez bien qu'aujourd'hui — comme hier — il en est qui sont « sales », d'autres bonnes. C'est pourquoi les signataires de l'appel de Stockholm, ou, paraît-il, on prêchait la paix, se sont réjouis très fort, à l'annonce des premiers coups de feu tirés par les Coréens du Nord. L'ennui, c'est que ceux du Sud ont appelé les petits copains à la rescousse. Du coup, les salauds sont au sud. De même, on exécute, on fusille, des deux côtés. Qu'à cela ne tienne, il y a des exécutions qui sont justes, logiques, d'autres qui ne sont que des crimes épouvantables.

Pour nous, les bandits sont des deux côtés.

Mais que fait le syndicalisme devant cette nouvelle conflagration ? Comme d'habitude, il est impuissant, il subit. Jamais il n'a été capable d'agir contre la guerre, ni même de faire quelque chose de tangible pour la prévenir. Il lui reste donc, comme suprême ressource, à prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants. Or, que les peuples vivent sous la dictature de Staline et de sa clique, ou sous le régime libéral du capitalisme occidental, les résultats sont les mêmes : les ouvriers sont ou seront exploités, pressurés, la liberté d'expression restera à sens unique, les assassinats politiques continueront, les prisons seront toujours debout, l'argent imposera toujours sa loi d'airain, le mythe jésuitique de la hiérarchie des valeurs sera glorifié,

la crédulité et la bêtise humaines seront maintenues, développées et exploitées, le mensonge des lois dites « sociales » continuera ses ravages, et chaque nation aura, encore deux catégories d'individus : les malins et les couillons, c'est-à-dire les gouvernants et les gouvernés. Voilà ce qui attend les titulaires des congrès payés et d'une surface corrigée de 4 mètres sur 4, que nous sommes. Il ne s'agit pas de dire : « cela dépend ». C'est tout « dépendu ». Système russe ou américain, c'est du kif.

Et pourtant...

On a pu remarquer que le signataire ne parlait jamais à la première personne. Il paraît qu'aujourd'hui il faut qu'il sorte de ce quasi-anonymat. J'ai, en effet, reçu beaucoup de visites et de lettres depuis un mois. Mais je ne suis ni un bonze, ni un prophète. Et il faut être bien malin pour afficher, en ces temps d'obscurantisme, une attitude dénuée d'absolution.

Entre le régime russe et celui de Hitler, il n'y a pas de différence. Peut-être même le premier est-il pire. Nous savons tous ce que nous réserveraient les stalinien au pouvoir. Si, actuellement, nous n'avons pas le droit de dire tout ce que nous pensons, nous n'aurions, avec eux, que le droit d'approuver. Discipline, camarades... Jugulaire et règlement... On dit qu'entre deux maux, il faut choisir le moindre. On a dit ça en 1914, puis en 1940. On sait la suite...

LA BATAILLE DE CERDAGNE

Nos camarades de Font-Romeu nous signalent l'effervescence créée dans les milieux patronaux et la direction syndicale stalinienne par l'article paru dans notre précédent numéro.

Courage, camarades de Cerdagne. Le *Libertaire* est décidé à poursuivre sa campagne !

REVUE de la PRESSE syndicale

Les problèmes d'organisation semblent de plus en plus retenir l'attention du P.C.F. et de sa filiale syndicale la C.G.T. Arrachard, dans le *Peuple* du 12 au 19 juillet 1950, pose le problème du recrutement de masse.

« Il est fréquent — dit-il — d'entendre dire, par de nombreux militants, que le nombre de syndiqués est loin de correspondre à l'influence prépondérante de notre C.G.T. Plus précisément nous devons nous poser la question suivante : Est-ce que toutes les organisations syndicales de la C.G.T. facilitent réellement la venue et le maintien de la grande majorité des travailleurs salariés dans leurs rangs ?

Puis il poursuit :

« Certes, nos camarades sont bien intentionnés lorsqu'ils présentent la C.G.T. fidèle à son orientation fondamentale qui est de regrouper sans distinction politique, philosophique ou religieuse, tous les salariés conscients

de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... Ils ne sont pas moins bien intentionnés en écrivant que les résultats obtenus dans les luttes revendicatives, témoignent du souci de la C.G.T. et de toutes ses organisations de se trouver constamment à la tête du mouvement des masses ouvrières dans leur lutte contre le capitalisme, lutte ayant pour objectif la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Et Arrachard conclut singulièrement : « Sans aucun doute, tout cela est juste d'un certain point de vue. Mais lorsque l'on sait que le texte en question est destiné à faire adhérer les ouvriers et ouvrières qui sont les plus éloignés de nous l'argumentation utilisée ne peut les convaincre dans leur grande masse. »

On ne pouvait mieux définir le syndicalisme de la centrale stalinienne. Ainsi il est superflu de voir mal venir de parler d'abolition du salariat et du patronat ou de suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Parlez-nous plutôt des 10 fr. de l'heure de l'appel de Stockholm ou des 50 ans de Maurice. Ça c'est du syndicalisme de masse.

A titre documentaire signalons ces quelques lignes extraites de l'article de R. Dumont, dans l'Unité, organe nouvellement créé (n° 2) des comités pour la démocratie et l'unité syndicales.

« Les travailleurs restent entravés dans la réalisation de leur unité d'action par les mêmes dirigeants qui ne visent avant tout qu'à servir leurs intérêts de cliques, qu'à utiliser leur appareil bureaucratique au recrutement pour le bloc occidental ou pour le bloc oriental, c'est-à-dire pour perpétuer une division stérilisante favorisant également les chances de parler d'abolition du salariat et du patronat ou de suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Parlez-nous plutôt des 10 fr. de l'heure de l'appel de Stockholm ou des 50 ans de Maurice. Ça c'est du syndicalisme de masse.

« Les travailleurs restent entravés dans la réalisation de leur unité d'action par les mêmes dirigeants qui ne visent avant tout qu'à servir leurs intérêts de cliques, qu'à utiliser leur appareil bureaucratique au recrutement pour le bloc occidental ou pour le bloc oriental, c'est-à-dire pour perpétuer une division stérilisante favorisant également les chances de parler d'abolition du salariat et du patronat ou de suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Parlez-nous plutôt des 10 fr. de l'heure de l'appel de Stockholm ou des 50 ans de Maurice. Ça c'est du syndicalisme de masse.

« Les travailleurs restent entravés dans la réalisation de leur unité d'action par les mêmes dirigeants qui ne visent avant tout qu'à servir leurs intérêts de cliques, qu'à utiliser leur appareil bureaucratique au recrutement pour le bloc occidental ou pour le bloc oriental, c'est-à-dire pour perpétuer une division stérilisante favorisant également les chances de parler d'abolition du salariat et du patronat ou de suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Parlez-nous plutôt des 10 fr. de l'heure de l'appel de Stockholm ou des 50 ans de Maurice. Ça c'est du syndicalisme de masse.

« Les travailleurs restent entravés dans la réalisation de leur unité d'action par les mêmes dirigeants qui ne visent avant tout qu'à servir leurs intérêts de cliques, qu'à utiliser leur appareil bureaucratique au recrutement pour le bloc occidental ou pour le bloc oriental, c'est-à-dire pour perpétuer une division stérilisante favorisant également les chances de parler d'abolition du salariat et du patronat ou de suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Parlez-nous plutôt des 10 fr. de l'heure de l'appel de Stockholm ou des 50 ans de Maurice. Ça c'est du syndicalisme de masse.

« Les travailleurs restent entravés dans la réalisation de leur unité d'action par les mêmes dirigeants qui ne visent avant tout qu'à servir leurs intérêts de cliques, qu'à utiliser leur appareil bureaucratique au recrutement pour le bloc occidental ou pour le bloc oriental, c'est-à-dire pour perpétuer une division stérilisante favorisant également les chances de parler d'abolition du salariat et du patronat ou de suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Parlez-nous plutôt des 10 fr. de l'heure de l'appel de Stockholm ou des 50 ans de Maurice. Ça c'est du syndicalisme de masse.

« Les travailleurs restent entravés dans la réalisation de leur unité d'action par les mêmes dirigeants qui ne visent avant tout qu'à servir leurs intérêts de cliques, qu'à utiliser leur appareil bureaucratique au recrutement pour le bloc occidental ou pour le bloc oriental, c'est-à-dire pour perpétuer une division stérilisante favorisant également les chances de parler d'abolition du salariat et du patronat ou de suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Parlez-nous plutôt des 10 fr. de l'heure de l'appel de Stockholm ou des 50 ans de Maurice. Ça c'est du syndicalisme de masse.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

LE CONGRÈS NATIONAL des Instituteurs

LE Congrès annuel du Syndicat national des Instituteurs vient de tenir ses assises à Paris les 18, 19, 20 et 21 juillet, dans une atmosphère assez calme, sauf à l'ultime séance, qui fut orageuse.

Le matin de la première journée fut consacré à l'audition des envoyés des organisations extérieures au Syndicat national des Instituteurs (S.N.I.).

Des délégués étrangers, seul Michel (Suisse romande) mit l'accent sur l'importance des conceptions pédagogiques pour l'épanouissement d'un esprit internationaliste et pacifiste.

La présence du représentant yougoslave appela la protestation de Duclot (tendance C.G.T.) et son apparition provoqua le départ d'un certain nombre de délégués, au milieu de mouvements divers. Premières manifestations d'une hostilité concertée envers le titisme.

Albert Bayet apporta traditionnellement l'appui des 1.500.000 membres de la Ligue de l'Enseignement dans la lutte pour la défense de la laïcité. Ces déclarations qui auraient pu paraître de pure forme en d'autres temps, prennent aujourd'hui un sens crucial. Et nous y reviendrons.

L'après-midi était réservée aux travaux des diverses commissions.

La deuxième journée fut entièrement consacrée à la présentation, à la discussion et au vote du rapport moral.

Le temps réparti pour les interventions permit aux minoritaires (tendance C.G.T. et tendance Ecole émancipée) de s'exprimer largement. Peu d'interventions marquantes.

Des quelque 40 orateurs inscrits, Labrunie, membre du bureau, fut le meilleur représentant cégétiste ; dans sa péroraison improvisée, il évoqua bien « un réformisme plat et abject » qui fit tiquer la majorité de l'assistance, mais à part cet unique écart, son intervention fut courtoise et de bonne tenue. Il n'en fut pas de même pour Lucette Justafé (Pyrenées-Orientales), qui se lança dans une attaque virulente contre le régime de Tito, visant particulièrement Valérie, de l'Ecole émancipée, coupable d'un voyage accompli en Yougoslavie et sur les modalités duquel il s'était publiquement justifié. Ce fut la seule intervention provoquant des remous bruyants. Lucette Justafé

devait par la suite arguer d'une erreur de bonne foi par manque d'information.

Il faut citer Alexandre (S.-et-O.) et Guibert (Cantal), qui posèrent — il est vrai sans le résoudre — le véritable problème de la paix, qui démontrèrent la vanité des appels en faveur de telle ou telle paix, l'illusion des contrôles atomiques, de l'humanisation de la guerre, et qui se sont élevés contre la fausse discrimination entre les guerres justes et les guerres injustes. Leurs interventions furent assez écoutées et appréciées.

Le vétéran Quévalloine (retraité S.-et-O.) constata amèrement la régression du syndicalisme révolutionnaire.

Sur cette deuxième journée, qui devait être en principe la journée capitale, les impressions peuvent être ainsi résumées :

— Beaucoup de redites fatigantes, vice habituel des Congrès. Les interventions se font dans un murmure confus de bavardages — et je suis modeste ! — L'attention est partielle, les appels au silence fréquents. Et ceci s'explique facilement : les tendances sont cristallisées, et aucune intervention ne saurait changer, en matière de vote, la décision des congressistes, porteurs de mandats fermes et précis.

— Plus que jamais les considérations d'ordre politique entrent en ligne de compte et accusent les rapports étroits, surtout depuis l'autonomie des instituteurs, entre les tendances politiques et les tendances syndicales. Les blocs ont été constamment à l'ordre du jour. Et c'était fatal.

— La tendance Ecole émancipée a produit les interventions les plus en accord avec notre point de vue. Nous approuvons absolument son désir de voir doubler l'action revendicatrice pour des besoins et des avantages immédiats, d'une action à plus longue échéance, c'est vrai, mais animée par le souci des réalités futures, nécessaires de l'organisation économique et sociale, sans lesquelles la revendication corporative immédiate devient illusoire, puisqu'elle est sans cesse remise en cause tant que l'organisation qui régit le monde ne soit pas modifiée. Ni dans son esprit, ni dans sa structure.

Nous comprenons le regret de

l'E.E. en ce qui concerne le courant de réunification confédérale promis il y a deux ans et qui ne s'est jamais dessiné. Nous pensons nous aussi que si la majorité, confortablement assise dans le Congrès, avait osé l'initiative d'un rassemblement confédéral nettement apolitique, à défaut d'une impulsion au courageux Cartel d'unité d'action syndicaliste, jugé trop pauvre sans doute, l'influence morale du puissant syndicat des instituteurs pouvait, peut-être, se révéler salvatrice, tout au moins provoquer un intérêt et un élan prometteurs ; la chose était assez imposante et elle valait bien la peine d'être tentée.

— Les stalinien, leaders de la tendance cégétiste, ont défendu inlassablement leur conception idéologique. Ils l'ont fait avec le style, les clichés, la conviction oratoire au diapason un peu trop élevé qui leur sont habituels. Un nouveau venu pouvait déceler, rien qu'à la « manière de l'orateur, le défenseur de l'ordre stalinien, souvent dès le préambule. La France, les Français n'y ont pas été oubliés. La Résistance non plus. Pourtant, les brillants états de service de Staliniens en cette question ne sauraient constituer pour eux un apanage exclusif.

— Ce qui semble anormal, c'est que les arguments massues employés par les cégétistes soient constamment les mêmes et qu'ils soient contraires avec la même régularité. Cependant, ces avatars sont normaux, car ils sont la conséquence de points de vue, de positions contradictoires, selon les moments de l'histoire. Si les attitudes virent et changent, les faits et les textes demeurent. Il n'y a plus qu'à les consulter. D'autre part, dans la mesure où les critiques cégétistes étaient justifiées, elles étaient fréquemment dissimulées, car c'est une maladresse que reprocher au voisin de faire ce que soi-même on fait, ou l'inviter à faire ce qu'on se garde de faire soi-même. Et dans ce milieu instituteur, cette obligatoirement maladresse choque vivement.

— Il y a eu enfin une chose excellente à constater dans ce Congrès, c'est la liberté totale d'expression dans l'échange de points de vue et les critiques, et cette manifestation probante de la démocratie syndicale est tout au bénéfice et à l'honneur du syndicat autonome des instituteurs.

— Le secrétaire général Aigueperse s'est défendu dans l'ensemble avec clarté et souvent avec bonheur, sans recherche oratoire. Le rapport moral présenté par la majorité fut adopté finalement par 944 mandats contre 424 et 54 abstentions.

Les journées suivantes ont été consacrées aux prolongements de l'école primaire dans le cadre d'une réforme de l'enseignement, à l'organisation de la carrière d'instituteur, aux modifications des statuts, aux relations internationales, à la défense laïque et aux motions diverses. Ces questions présentaient presque toutes un intérêt indiscutable, d'un point de vue anarchiste, autant qu'un point de vue général ou corporatif. Nous y reviendrons donc, au cours de prochains articles.

K. DUVAL.

L'affaire des squatters

On nous informe que le groupe anarchiste d'Angers, est intervenu publiquement en faveur des squatters accusés, et qu'il est décidé à poursuivre le soutien effectif de ces victimes d'une justice de classe, accusées en réalité d'avoir appliqué par l'action directe, le principe du communisme libertaire « à chacun selon ses besoins » en fournissant des logements aux plus spoliés des Angevins au détriment des financiers, agitateurs et autres trafiquants patentés.

lit et montre l'immoralité du système qui ne vaut pas mieux que le système de collaboration Etat-travail en U.R.S.S. et qui, dans l'un et l'autre cas, se traduit par profit pour les uns et travail forcé pour les autres.

Seul le système de la gestion ouvrière directe, comme il a été plusieurs fois exposé dans les colonnes du *Libertaire*, peut apporter aux travailleurs la garantie de leur bien-être et de leur liberté.

On l'a souvent dit, on ne le répète jamais assez : COLLABORER C'EST CAPITULER.

Raymond BEAULATON.

La Gérante : P. LAVIN

Impr. Centr. du Croissant
19, r. du Croissant, Paris-9

Collaborer, c'est capituler ! Les expériences de Télémécanique et de Lapointe

La revue *Rapports France-Etats-Unis* a consacré, dans son numéro 39, une importante étude sur ce qu'elle appelle : les rapports Travail-Patronat.

Russel W. Davenport nous « explique d'abord l'expérience de l'usine Lapointe, à Hudson (Massachusetts). En 1936, alors que cette usine était près de la faillite, Clinton Golden, adjoint de Philip Murray au C.I.O., élabore un programme de coopération (1) patronat-classe-ouvrière, les ouvriers participant aux bénéfices qu'apporteraient un développement de la productivité. Et Davenport ajoute : « Les ouvriers virent leurs salaires augmentés

de PRIMES substantielles et la compagnie fit des bénéfices importants... »

L'auteur de l'article s'en félicite et appelle cela : « Une forme nouvelle de relation entre le capital et le travail... »

En un mot, si nous comprenons bien, après l'application du plan Golden — « un ouvrier qui faisait 20 pièces en 8 heures en a produit 40 dans le même temps (Davenport) » — et alors que lui voyait son salaire augmenté de 1 ou 2 dollars, les patrons empochaient plusieurs milliers de dollars supplémentaires de bénéfice. C'était, en somme, une augmentation hiérarchique déguisée et les travailleurs, eux seuls, en firent les frais en travaillant davantage.

Cette expérience ne change absolument rien dans les méthodes capitalistes et, preuve qu'il n'est pas possible aux ouvriers de collaborer avec le patronat.

Jean-Michel Gray, dans un autre article de la même étude, nous montre que l'expérience de la « Télémécanique électrique », à Nanterre, est identique à l'expérience « Lapointe aux U.S.A. ».

Gray, lui, en essayant de défendre la collaboration capital-travail, éclaira la lanterne des travailleurs en disant : « On a parlé de gestion ouvrière, le Comité d'Administration aurait suppléant le Conseil d'Administration. L'entreprise garde une structure juridique de modèle ouvrier. La Direction conserve, sous le contrôle de son Conseil, toute la responsabilité, toute l'AUTORITE de la « gestion. »

Et il est plaisant de lire Gray lorsqu'il écrit plus loin : « Les salaires s'établissent — sent — simplement au niveau pratiqué dans la métallurgie parisienne. » Mais la classification des fonctions est « autrement conçue. Elle résulte d'une étude rationnelle de chaque poste, d'après une série de critères : instruction et expérience requises... degrés de responsabilité... et qualités personnelles... une note est attribuée à chacun « d'eux et la somme donne la cote de l'emploi... »

En somme, rien ne diffère d'une entreprise capitaliste habituelle. Les primes sur les bénéfices sont distribuées en fonction de l'échelle hiérarchique, pour 6 fr. de prime au manoeuvre le chef d'atelier touche 150 francs.

L'éventail hiérarchique est donc encore plus ouvert qu'à la S.N.C.F. où le coefficient entre l'échelle 1 et l'échelle 19 n'est que 100/700.

Ces expériences de collaboration capital-travail prouvent donc leur impossi-

de pain sec pour le déjeuner du matin.

A midi, une soupe, un morceau de viande, un plat de légumes.

Le soir une soupe, un plat de légumes. De temps à autre, des œufs. Pouvoirs publics, organisations syndicales, restant indifférents devant les conditions honteuses de vie faite aux travailleurs de la terre (et je ne parle pas de la manière dont sont commandés ces ouvriers), j'en appelle à l'opinion publique par le truchement de votre journal.

La grande majorité des ouvriers agricoles étant faite d'étrangers à qui toutes manifestations sont interdites, rien ni personne n'inquiète les gros fermiers qui exploitent leur personnel avec une férocité inconcevable.

Je pense qu'il appartient à un journal comme le vôtre de dénoncer cette exploitation, de faire savoir aux gros propriétaires que nous ne sommes plus à une époque où les ouvriers sont taillables et corvéables à merci, et que si l'appât du gain leur fait perdre tout sens de solidarité humaine, il pourrait bien se faire que les ouvriers excédés imposent par la force leur droit de vivre avec dignité. Les Jacques ne sont pas des légendes sans fondement.

Paulette HAMANT.

La Terre

On nous écrit :

Nous recevons d'une lectrice, une lettre fort intéressante. Nous nous faisons un plaisir de l'insérer.

N.D.L.R.

Monsieur le Directeur,

Je me permets de vous soumettre ci-dessous, les conditions de travail faites aux ouvriers agricoles actuellement employés aux moissons dans le département de Seine-et-Marne, l'un des plus riches de France, comprenant de gros domaines de 1 à 600 hectares, qui assurent à leurs propriétaires, de substantiels revenus.

Conditions d'embauche :

53 fr. 50 de l'heure, 10 à 11 h. de travail effectif, 9 h. de payées.

180 francs de retenu par jour pour la nourriture. Dimanche, jours de fête, heures perdues en raison du mauvais temps, non payées naturellement.

Les journaliers sont hébergés dans de mauvaises baraquas blanchies à la chaux. La literie comprend une mauvaise paille faite de menue paille enfermée dans des sacs de jute, changée une fois l'an, un sac à viande, une couverture. Aucune commodité — 1 seau pour quatre pour la toilette — water-closets inexistant.

La nourriture se compose de café au lait froid, accompagné d'un quignon

A. PICARD.